

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1797

Artikel: Chute des bourses et leçon de choses politique : la crise financière décape l'idéologie dominante
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012585>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chute des bourses et leçon de choses politique

La crise financière décape l'idéologie dominante

André Gavillet (11 octobre 2008)

Le ciel est bleu ou gris, serein. C'est l'automne, le temps des vendanges. Mais les informations mondiales ne sont pas au rythme des saisons. Tous les matins, dès l'aube, nous est annoncée la chute des cours de la bourse de Tokyo puis, selon la marche du soleil, chute à Londres et enfin chute à New-York. Obsessionnel. Crise, séisme, catastrophe. Le vocabulaire est au superlatif. Mais rien n'est encore perceptible. Le ciel bleu ou gris ne nous est pas tombé sur la tête. Notre destin se joue donc dans des sphères invisibles. Aliénation.

Pourtant, déjà, des valeurs dominantes et fondatrices de l'action politique et économique sont remises en cause. Qu'est-ce qui change? Première appréciation.

Les centaines de milliards Les sommes en jeu sont si gigantesques qu'elles n'ont plus de sens concret. 700 milliards de dollars, ce n'est pas palpable. Pour le citoyen occidental ordinaire, qu'est-ce que ces «liquidités injectées par les Banques nationales»? Où l'Etat trouve-t-il «de quoi» acheter les actions des banques défaillantes, «de quoi» cautionner, garantir?

Ce que chacun perçoit, c'est un effet baguette magique. Mais les budgets de l'Etat ou des particuliers sont soumis toujours à la même rigueur. Rien de magique. Pas d'argent pour des besoins sociaux clairement identifiés.

Alors est inévitable la confrontation: des milliards pour des banquiers qui ont émis des titres pourris, dépassant la limite de l'abus de confiance, et rien pour les mal lotis. Hier on aurait jugé le rapprochement démagogique. Aujourd'hui on constate que la démagogie est dans les faits. L'égalité est refondée.

La main invisible

La philosophie libérale exalte l'homme entreprenant, responsable et, selon une formule éloquente, «payant de sa personne» (avec parachute). Elle prétend concilier l'initiative individuelle même égoïste et l'intérêt général qui voit s'imbriquer les actions particulières. Elle croit en l'autorégulation, c'est une philosophie optimiste.

Mais si l'homme est entreprenant, il peut se révéler aussi cupide, et quand il dispose de leviers puissants, comme les offrent certaines

activités bancaires, sa cupidité échappe à toute surveillance.

La leçon simple et évidente que chacun tire de la crise c'est qu'une activité jugée si essentielle que l'Etat doit à tout prix la préserver doit, vu son importance même, être contrôlée, régulée. La main doit être visible.

L'Etat protecteur

Puisque régulation il doit y avoir, seule une autorité légitime peut l'exercer, à savoir l'Etat ou une confédération d'Etats. Ce n'est pas une vue doctrinaire, mais la leçon de choses qui sous nos yeux est donnée.

Politiquement

Egalité, régulation, rôle de l'Etat, ces mots-clé sont d'une résonance de gauche. Mais, si la crise devait toucher l'économie réelle, les risques seraient grands de voir s'afficher aussi la xénophobie, le protectionnisme, les affrontements civils et la montée d'une droite dure.

La chute du capitalisme financier rebrasse les cartes du libéralisme et du socialisme. Pour quel nouveau modèle?